

**Paula Cossart, Julien Talpin, Lutte urbaine.  
Participation et démocratie d'interpellation à  
l'Alma-Gare.**

**Alice Mazeaud**

---



**Édition électronique**

URL : <http://quaderni.revues.org/1088>

ISSN : 2105-2956

**Éditeur**

Les éditions de la Maison des sciences de  
l'Homme

**Édition imprimée**

Date de publication : 5 mai 2017

Pagination : 107-110

**Référence électronique**

Alice Mazeaud, « Paula Cossart, Julien Talpin, Lutte urbaine. Participation et démocratie d'interpellation à l'Alma-Gare. », *Quaderni* [En ligne], 93 | Printemps 2017, mis en ligne le 05 mai 2017, consulté le 07 juin 2017. URL : <http://quaderni.revues.org/1088>

---



## *Lutte urbaine. Participation et démocratie d'interpellation à l'Alma-Gare.*

Paula Cossart et Julien Talpin

Ed. du Croquant, Paris, 2015



*par Alice Mazeaud*  
Université de La Rochelle

L'Alma-Gare est en France l'une des expériences mythiques de la démocratie participative. Grâce à une lutte longue de plus de dix ans, des années 1970 aux années 1980, des habitants d'un quartier populaire de Roubaix ont réussi à imposer aux pouvoirs publics un contre-projet de réhabilitation de leur quartier. Ainsi, cette « mobilisation (est) devenue exemplaire et emblématique d'une résistance populaire aux opérations brutales et peu soucieuses des dimensions sociales de la vie de quartier » (Catherine Neveu, citée p.14). Cette mobilisation a nourri l'imaginaire démocratique des militants, mais a aussi été un lieu d'expérimentation des premiers savoir-faire participatifs, en partie repris dans la politique de la ville naissante. Elle est depuis, et ce n'est pas un moindre paradoxe, une référence obligée de l'offre contemporaine de la participation.

Avec cet ouvrage, les auteurs, Paula Cossart et Julien Talpin, réalisent une sociologie fine de cette expérience historique qui leur permet d'aller au-delà du mythe. À la manière d'un roman, on suit les personnages, on partage leurs espoirs, leurs succès et leurs déconvenues. On arpente les rues du quartier de l'Alma-Gare, on découvre ses fameuses « courées » partagées qui furent le terreau de la lutte. Grâce à leur enquête ethnographique de plusieurs années à Roubaix, aux entretiens qu'ils ont réalisés avec les acteurs de l'époque (militants, habitants, urbanistes, élus...) et au dépouillement d'archives, les auteurs mobilisent des matériaux très riches (extraits de délibération, photographies, affiches de propagande) qui leur permettent de retracer toute l'épaisseur sociale de la lutte et de son époque.

Les auteurs ne se contentent pas de raconter l'histoire de l'Alma-Gare. Ils l'analysent pour en éclairer les conditions de possibilité. Si grâce à la rigueur de leur analyse, ils se tiennent à distance d'un discours militant, ils ne cherchent pas à démythifier cette expérience qui constitue pour eux, l'une « *des formes les plus avancées d'une démocratie d'interpellation, où la participation émerge d'en bas et de façon autonome des pouvoirs publics* » (p. 8). Au contraire, par ce détour par le passé, leur objectif est de penser les ressorts d'une démocratie d'interpellation qui, à la différence de la démocratie participative institutionnalisée venue d'en haut, soit autre chose qu'un instrument de légitimation de l'ordre établi.

L'histoire de l'Alma-Gare est ainsi mise en intrigue à partir de problématiques contemporaines de la démocratie participative dont Paula Cosart et Julien Talpin sont de fins connaisseurs. Au fil des six chapitres, ils étudient tout à la fois les conditions internes et externes de cette mobilisation jugée exemplaire. Ils s'intéressent tout d'abord aux facteurs et aux conditions de cet engagement durable et intense des classes populaires. Contre un « spontanéisme naïf » qui ferait de la mobilisation le résultat automatique d'un problème partagé – l'accès à un logement décent –, ils analysent les apprentissages successifs ayant permis cette mobilisation collective, ce qui les conduit à souligner le travail d'universalisation des besoins immédiats opéré par les leaders de la mobilisation, et l'importance des liens de sociabilités forts et denses entre les habitants du quartier. La construction d'une parole collective constitue un enjeu d'autant plus fort qu'en milieu populaire la délibération ne va pas de soi : « *les conditions d'accès à l'universel – l'argumentation – n'étant pas universellement partagées, il convient de démocratiser les formes de discours mobilisables en public* » (p. 71). Ils montrent ainsi comment la réunion du mercredi, au sein de laquelle les habitants pouvaient prendre la parole, y compris sous la forme de témoignages, a pu devenir l'espace central de production de la parole et de l'identité collective du quartier. Cette parole a été portée par des leaders présentant une forte proximité physique et sociale avec les habitants du quartier. Les habitants étaient ainsi représentés sans être dépossédés. En raison de la technicité des enjeux urbains, cette parole n'a pu être efficace qu'à la faveur de l'engagement à leurs côtés d'un collectif de sociologues et d'architecte-urbanistes dont l'action était financée par l'État, et donc de façon autonome vis-à-vis des autorités locales.

Dans ce processus de « co-production des savoirs » fait d'apprentissages croisés entre ce collectif et les habitants, un contre-projet de réhabilitation du quartier a été conçu. Si l'équipement technique de la mobilisation leur a permis de parler d'égal à égal avec les élus et les techniciens, les militants de l'Alma-Gare ne seraient pourtant jamais parvenus à l'imposer aux autorités locales sans l'épreuve du conflit. En effet, si après les élections de 1977, la nouvelle équipe municipale s'était montrée favorable à la concertation en organisant un groupe de travail commun, l'engagement des habitants dans un rapport de force avec la mairie – via notamment une grève de la concertation – est apparu comme une condition d'un débat égalitaire. Le conflit loin de s'opposer à la coopération a été ici construit comme le moyen d'être efficace dans les espaces de concertation en faisant valoir le contre-projet de réhabilitation qu'ils avaient construit dans l'entre-soi de la mobilisation. La bataille urbanistique gagnée, les militants du quartier décident de poursuivre la lutte sur le terrain économique et social. À la faveur d'un contexte favorable – au sein du ministère de l'Équipement, la politique de la ville prend forme dans les programmes dits de « Développement social des quartiers » – ils multiplient les initiatives relatives à la gestion de la vie sociale, dont la première régie de quartier. Ces initiatives diffuses marqueront la fin de l'expérience de l'Alma-Gare. Manque de compétence en gestion des habitants dans un contexte économique et social difficile, changement politique (alternance électorale à Roubaix et tournant de la rigueur au niveau national), difficulté des militants du quartier à nouer des alliances avec les autres acteurs sociaux en lutte, sont autant de facteurs qui expliquent l'échec de ces initiatives et la difficulté de la mobilisation à dépasser l'échelle locale.

Une fois sa lecture achevée, l'ouvrage laisse le lecteur avec des sentiments mêlés. La profondeur et la rigueur de l'analyse socio-historique nous permet effectivement de dépasser le mythe et de comprendre ce qu'a été l'Alma-Gare. Mais cela donne-t-il vraiment, comme nous l'y invitent les auteurs, des raisons de croire en la possibilité d'une véritable « démocratie d'interpellation » « *alternative à ce qui apparaît comme une cage d'acier démocratique* » (p. 12) ? Selon eux, cette expérience des années 1970 peut inspirer une nouvelle conception de la démocratie participative dans les quartiers populaires. Ainsi, ils rapprochent les enseignements tirés de l'Alma-Gare des propositions formulées par Marie-Hélène Bacqué et Mohammed Mehmache dans leur rapport pour une réforme de la politique

de la ville. Alors que cette politique est devenue le symbole d'une injonction à faire participer les habitants déconnectée des véritables enjeux des quartiers populaires, les auteurs du rapport proposent sa réforme radicale par la construction d'une « démocratie d'interpellation » basée notamment sur la création d'un fond pour assurer l'autonomie financière des associations locales, sur la formation des leaders locaux ou encore l'entretien de la dimension conflictuelle de la coopération. Si dans le cas de l'Alma-Gare, ces facteurs ont effectivement contribué au succès de la mobilisation, on peut toutefois s'interroger sur la possibilité de les généraliser dans le contexte contemporain. Car ce qui frappe dans l'analyse socio-historique de l'expérience de l'Alma-Gare, c'est surtout l'exceptionnalité du cas étudié. Des conditions internes à la construction d'une parole collective dans les quartiers aux conditions externes de sa réception tout souligne la possibilité certes, mais surtout la difficulté et la fragilité de cette mobilisation. En outre, si la bataille urbanistique a été gagnée par une mobilisation intense et durable des habitants du quartier, le quartier n'a pas échappé à la relégation sociale. Le succès est donc ambivalent. Il l'est d'autant plus au regard de la postérité de cette expérience. La bataille démocratique dans les quartiers populaires s'annonce d'autant plus rude que l'Alma-Gare, à l'instar d'autres expérimentations démocratiques venues d'en bas, a servi, et sert encore, de justification au développement d'une offre publique de participation qui, loin de favoriser la justice sociale et la prise de parole des plus faibles, contribue plutôt à légitimer les inégalités et la division du travail politique.